

Contre le racisme, l'islamophobie, les violences policières et pour la justice sociale et les libertés publiques



Tou·te dans la rue le 23 septembre !

Depuis des décennies, la police contrôle abusivement, prend en chasse et tue les habitants des quartiers populaires. À chacun de ses meurtres, la police livre une version mensongère, qui vise à justifier leurs actes et à criminaliser les victimes. Le meurtre de Nahel à bout portant, et la vidéo qui a permis au monde entier d'y assister, a court-circuité la version mensongère de la police et a dévoilé de manière évidente leurs agissements, ce qui a suscité une vague de colère légitime des quartiers populaires sur tout le territoire. Ce meurtre a encore une fois mis en lumière le racisme systémique et les violences policières subies de manière quotidienne par les habitant·es de ces quartiers. Au lieu de réduire les inégalités sociales et les discriminations bien présentes sur ces territoires, le gouvernement déploie un arsenal sans fin qui vise à étouffer et réprimer la jeunesse. Loin d'écouter la colère et les revendications légitimes de cette jeunesse révoltée, le gouvernement et son ministre de la justice ont souhaité des réponses "fermes, rapides et systématiques" amenant à des comparutions immédiates expéditives ou à des

placements en détention provisoire des jeunes innocents qui n'ont été libérés qu'après plusieurs semaines de prison.

Des familles se sont retrouvées expulsées de leurs logements sociaux après la condamnation d'un enfant. Aucune mesure sérieuse n'a été apportée pour répondre à ces colères légitimes. SUD éducation dénonce les violences et les crimes policiers : ils sont l'instrument d'un système raciste aux relents coloniaux qui maintient les populations non blanches et des quartiers populaires dans l'exploitation. Il faut en finir avec l'impunité de la police en modifiant la loi, en supprimant les contrôles au faciès, et en réformant en profondeur la police, ses techniques d'intervention et son armement.

Pour SUD éducation, ces colères sont légitimes et il est inacceptable de répondre par la répression à la colère sociale.

La clause de nationalité pour accéder à la Fonction publique est discriminatoire

Les personnels non-titulaires qui enseignent dans l'Éducation nationale aujourd'hui subissent des inégalités de traitement inacceptables. Ils et elles n'ont pas les mêmes droits et les mêmes conditions salariales que leurs collègues fonctionnaires alors qu'ils et elles exercent les mêmes missions. La clause de nationalité est une mesure discriminatoire et xénophobe qui exclut les collègues non-titulaires originaires de pays extra-communautaires du statut de fonctionnaire. L'Éducation nationale les contraint à un « sous-statut » à raison de leur origine. SUD éducation revendique la titularisation immédiate de tous les personnels précaires sans condition de concours ni de nationalité.

On fait le même métier, on doit avoir les mêmes droits, et le même statut !

éducation
SUD
Union
syndicale
Solidaires

D'après le rapport 2022 de la CNCDH, «1,2 million de personnes seraient victimes chaque année d'au moins une atteinte à caractère raciste, antisémite ou xénophobe (injures, menaces, violences ou discriminations), selon les estimations (Enquête « Cadre de Vie et Sécurité » 2019) ». Le ministre de l'éducation nationale a choisi de faire sa première rentrée en mettant en avant l'islamophobie d'Etat, dans la continuité des précédents ministres. Gabriel Attal fait du bien-être des élèves à l'école un objectif prioritaire, mais une de ses premières notes de service pointe directement du doigt les élèves musulman·es ou supposé·es musulman·es et proscriit les « tenues de type abaya ou qamis », considérant que ces vêtements « manifeste[nt] ostensiblement en milieu scolaire une appartenance religieuse ». Faire du port d'un certain

type de vêtement une marque de prosélytisme est un dangereux dévoiement de la laïcité et SUD éducation dénonce cette note de service qui stigmatise une partie de la population en raison de sa confession réelle ou supposée. Plutôt que de lutter contre le harcèlement, le ministre de l'Éducation nationale se livre lui-même à une chasse aux sorcières et à un véritable harcèlement des jeunes filles musulmanes, basé sur un contrôle au faciès systématique et un profilage racial qui peut mener à l'interdiction d'entrer dans l'établissement mais aussi à des mesures disciplinaires. SUD éducation condamne les survivances de l'idéologie coloniale, à la fois islamophobe et sexiste, qui entendent administrer le corps des femmes : l'interdiction de certains vêtements à l'école aujourd'hui fait écho aux scènes de dévoilement dans l'Algérie colonisée.

SUD éducation appelle à la marche du 23 septembre sur tout le territoire contre la répression, la fin du racisme systémique, des violences policières et pour la justice sociale climatique.

Marchons tou·tes ensemble le 23 septembre !



Ce traitement colonial ne s'arrête pas qu'à la métropole. La situation est très inquiétante à Mayotte où les habitant·es voient les restrictions d'eau se durcir : depuis le lundi 4 septembre, les habitant·es de Mayotte n'ont accès à l'eau potable qu'un jour sur trois. Le manque d'eau présente un risque sanitaire intolérable. Pourtant, l'eau est un bien commun, les pouvoirs publics doivent garantir partout, y compris à Mayotte, les infrastructures nécessaires à son partage et à son accès. Face aux épisodes de sécheresse, l'État continue au contraire de soutenir la construction de "méga-bassines" qui viennent pomper les nappes phréatiques pour les besoins de l'agriculture intensive au détriment des habitant·es et de l'agriculture paysanne. Gérald Darmanin a caractérisé les manifestant·es contre l'installation de mégabassines à Sainte-Soline d'"écoterroristes" afin de décrédibiliser et de criminaliser les militant·es écologistes. SUD éducation appelle tous les personnels de l'Éducation nationale et des universités à s'engager contre les projets inutiles socialement et dévastateurs pour l'environnement.

éducation
SUD
Union
syndicale
Solidaires